

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Gautier-Sauvagnac, "DGS" : 15  
millions d'euros au moins  
détournés dans trois caisses  
différentes<br />EADS : ces  
gens de l'UIMM qui piquent  
dans la caisse, coulent  
l'entreprise et licencient 10 000  
salariés**

date de mise en ligne : samedi 6 octobre 2007

Démocratie & Socialisme

- Social - Scandale de l'UIMM-Medef -

## **Denis Gautier-Sauvagnac "DGS" pilier du Medef, n'avait que de la morgue à la bouche ! D'ou lui venait-elle ? De la certitude de corrompre ?**

Je me rappelle encore ce vif débat à la Fête de l'Humanité ou l'on m'avait mis, il y a quelques années, à la même tribune que M Gautier-Sauvagnac : explosant, il avait crié " - Mais on vous les donne M. Filoche vos cotisations sociales, on vous les donne, débrouillez vous avec, assurez vous vous-mêmes..". Il avouait ainsi qu'il ne voulait plus de cotisations sociales prélevées sur les salaires, qu'il ne voulait plus de protection sociale liée au travail. Il ne voulait plus payer que l'acte productif, et que la bête salariée, travailleuse, se débrouille elle même pour le reste, comme dans le bon vieux temps du 19e siècle...

Les cinq ou six fois où j'ai eu ainsi l'occasion de me trouver dans des débats du même type avec le fameux "DGS", dont l'un dans les locaux de Libération, il était égal à lui-même, d'un mépris supérieur, à l'égard de tous ceux qui ne "comprenaient rien" au monde de l'économie, qui "rêvaient" encore de partage de richesses, alors que selon lui, seuls les seigneurs et maîtres du capitalisme méritaient de les accumuler afin d'être motivés davantage, eux, les entrepreneurs, les conquérants, les sages, les savants, les risquophiles, qui tiraient lvers le haut le développement du monde entier... Ainsi il était contre la durée légale à 35h, et contre la retraite à 60 ans, et contre le droit du travail et les recours contre les licenciements, et contre la sécurité sociale...

Grand seigneur, héritier de la culture des maîtres des forges, d'où lui venait sa morgue ? Sinon de la certitude de corrompre ?

Trois comptes, 15 millions d'euros détournés ? Des centaines de milliers d'euros dans ses tiroirs ? Six ans (au moins) de prélèvements indus sur les comptes de l'UIMM ?

Un scandale de plus qui s'ajoute à celui d'EADS ? UIMM partout.

Des gens qui vendent leurs actions et prennent dans les caisses au plus haut niveau ? Le gouvernement de droite savait. Thierry Breton savait (lui a déjà couvert l'entente illicite Orange SFR Bouygues : ceux qui ont détourné un milliard de la poche des consommateurs et ont été condamnés à payer 480 000 euros). Thierry Breton était ministre avec Sarkozy. Sarkozy était à Bercy et à l'industrie. Même gouvernement depuis six ans : la riche Mme Lagarde demande une "enquête interne" à Bercy. Va t on tout savoir ? Bercy savait pour Lagardère ? Lagardère est un ami de Sarkozy, n'était-il pas au Fouquet's ou dans le yacht , non, je dois confondre c'était un autre.

Sarkozy m'avait dit à "Ripostes" le 10 décembre 2006, " - Je ne partage pas votre détestation des employeurs, M Filoche". Je ne déteste pas les employeurs, pas du tout, seulement les employeurs délinquants, je déteste les corrompus et ceux qui sont liés à eux et dépendent d'eux, y compris pour leurs vacances.

Redistribué comment cet argent ? Certains le disent déjà, pour "DGS", que l'argent n'était destiné à l'enrichissement personnel. Qu'en savent-ils ?

Tant de liquide ! Ces gens-là n'en ont jamais assez !

Les 15 milliards d'euros distribués en paquet fiscal par Sarkzoy ne leur suffisent pas, il leur faut aussi spéculer sur EADS et détourner des millions d'euros dans leurs propres caisses patronales. Ce n'est pas pour tirer l'économie vers le haut et relancer la croissance "avec les dents", c'est pour arracher avec les dents le maximum de profit en licenciant, entre autres, les 10 000 ouvriers d'EADS par le plan Power 8 sans qu'il y ait de résistance syndicale !

Et si c'est argent a été détourné pour corrompre des syndicalistes, c'est bien que cela se sache et que ce soit dénoncé ! Si DGS est motivé au point de donner de l'argent à la CGC, CFTC, FO de la métallurgie, c'est que ça lui rapporte, c'est que ça enrichit les patrons, donc lui... C'est de l'enrichissement en bande organisée.

Et on s'étonnera que la justice de Mme Dati ne se précipite pas pour mettre tous ces gens en prison préventive afin de les empêcher de se coaliser pour se défendre et pour faire disparaître les preuves...

Mme Alliot-Marie fonce à Toul contre les jeunes délinquants, mais ne se précipite au siège du Medef pour mieux faire diligenter l'enquête...

Que dans la métallurgie, depuis longtemps, trois syndicats qui font moins de 20 % des voix aux élections professionnelles, signent des mauvais accords qui s'appliquent à 100 % des salariés, contre l'avis de la CGT et de la CFDT qui représentent 80 % des voix, cela était connu depuis longtemps de tous les syndicalistes.

C'est même pour cela que j'ai promu spectaculairement le débat sur "les accords majoritaires" dans le PS un jour de décembre 1996. Et ce débat est devenu plus que jamais d'actualité contre son détournement par la loi de Fillon du 4 mai 2004 : dans cette loi, Fillon détournait le principe de l'accord majoritaire, il le définissait par "ordre" et non par "tête" (vous savez que la révolution française a explosé à cause de cela). C'est à dire que Fillon a fait voter que s'il y avait trois syndicats sur cinq qui votaient, cela faisait une majorité ! Ce, quelque soit la représentativité de chaque syndicat : ainsi la loi Fillon pouvait, d'hypothèse, protéger le versement d'argent de M Gautier-Sauvagnac à trois syndicats sur cinq pour continuer à avoir la "paix" dans la métallurgie...

M Gautier-Sauvagnac c'est celui qui riait lorsqu'on lui rappelait l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995 qui affirmait que "les heures supplémentaires devaient être exceptionnelles et imprévisibles", il était cynique dans les débats, "cet accord est dépassé", de même qu'était dépassé le "contingent annuel d'heures supplémentaires" dans la métallurgie, qui était, tout le monde l'a oublié de 91 h par an jusqu'en 1996... Il a été passé à 110 h, puis 120 h, puis 130 h (là, c'est la loi Aubry) et puis à 180 h dans les moins de 20 salariés (là c'est la loi Guigou) puis à 180 h partout, puis à 220 h, avec possibilité d'accords pour le dépasser, là c'est la loi Fillon... Et maintenant le patron peut faire faire ces heures supplémentaires sans payer de cotisations sociales, là c'est Sarkozy !

Et DGS détourne, trafique sur 15 millions d'euros ?

Et ses amis coulent EADS la plus belle entreprise de nos pays...

Et Sarkozy ne les déteste pas, il les aime, il les flatte, il va se faire ovationner à Jouy-en-Josas, auprès du Medef (qui n'existerait pas sans l'UIMM).

Normalement tous ces gens, initiés, de connivence, du même monde, des mêmes salons et des mêmes yachts, devraient se retrouver face à la justice républicaine

Ils osent dire aux salariés qu'il faut remettre en cause les 35 h, la retraite tant méritée à 60 ans, la protection si nécessaire contre les licenciements abusifs, la hausse du Smic, ah oui, le Smic que Gautier-Sauvagnac ne veut pas augmenter, qu'il trouve trop élevé, trop incompatible avec notre "productivité"... Eux qui trichent, volent, et bloquent notre économie, la coule, désindustrialisent la France, délocalisent pour mieux se remplir les poches.

Le Smic que Sarkozy, pour la première fois, n'a pas haussé cette année, le Smic que le Medef et Sarkozy et DGS veulent voir sous contrôle d'une "commission indépendante" (et DGS sortira des fonds secrets pour la commission

"indépendante", sans doute ?)

Nous avons là sous les yeux la vérité du Sarkozisme et de ses amis aux parachutes dorés, aux stocks options. Les possesseurs de divers "Paloma" et de résidences huppées, les copains et coquins, les chefs du Medef, qui mettent en coupe réglée notre économie, bloquent notre croissance, siphonnent les salaires.

Il faut qu'il y ait un fossé entre la gauche et cette droite-là complaisante à l'extrême droite (et qui fait voter des lois pour contrôler l'adn des immigrés faisant en cela des clin d'oeil au Front national).

Il faut que la gauche soit hors de ces milieux, de ces sales complicités, qu'elle soit aussi fidèle aux salariés que la droite est fidèle et complice du patronat.

**Gérard Filoche**, samedi 6 octobre 14 h